

DECLARATION DE TUNIS

SUR LA PARTICIPATION CITOYENNE A LA PLANIFICATION, BUDGETISATION ET GESTION DES AFFAIRES LOCALES ET REGIONALES EN AFRIQUE



La Conférence internationale sur la participation citoyenne à la planification, budgétisation et gestion des affaires locales et régionales s'est tenue au Palais des Congrès de Tunis du 4 au 6 Décembre 2013 sous le haut patronage de S.E Lofti BEN JEDDOU, Ministre de l'Intérieur de la Tunisie.

Tunis, 06 Décembre 2013

Partenaires





*Allocution Ministre ATCL Sénégal, Vice
Président de la Conférence Africaine de la
Décentralisation et du Développement Local
(CADDEL)*

La conférence s'est également tenu en présence du Vice-Président de la Conférence Africaine sur le Décentralisation et le Développement Local (CADDEL), S.E Me Oumar YOUM, Ministre de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales du Sénégal et de S.E. Mme Tsoamandina Ruffine TSIRANANA, Ministre de la Décentralisation de Madagascar. Ont également pris part à la rencontre : le Secrétaire Général de Cités et Gouvernement Locaux Unis d'Afrique (CGLUA), le Vice-président de l'Observatoire international de la Démocratie Participative, des Présidents des Associations de Pouvoirs Locaux, les représentants de la société civile, chercheurs, universitaires et partenaires au développement venus de plusieurs continents.

La Conférence de Tunis, faut-il le souligner, s'inscrivait dans la continuité des engagements pris par la CADDEL et CGLUA et à l'occasion de la cinquième édition des Africités de Dakar en décembre 2012 et de la journée africaine de la décentralisation et du développement local célébrée le 10 août 2013 dédiée à «la participation citoyenne à la budgétisation et à la gestion des affaires locales en Afrique».

Il est à souligner que cet engagement est également soutenu par l'Union Africaine, à travers la Charte africaine sur les valeurs et les principes de la décentralisation, de la gouvernance et du développement local

Soucieux de la nécessité impérieuse de placer le citoyen au cœur de la prise de décision et des processus de transformation sociale ; les participants à la Conférence internationale, au terme des trois jours de travaux, profondément attristés par la terrible nouvelle de la disparition le 05 décembre, d'une illustre figure de la démocratie locale, de l'intégration et de la paix en Afrique et dans le Monde, le regretté Nelson Rohlilahla MANDELA ;

Ont planché à travers de quatre plénières, douze ateliers animés par 64 intervenants sur les points ci-après :



*Allocution d'ouverture du Ministre de l'Intérieur de Tunisie
Vue de la Salle de Conférence*

De l'esprit, des lignes d'horizon de la rencontre de Tunis et paradigmes y relatifs

- L'approche de participation citoyenne à la planification, budgétisation et gestion des affaires locales plus connue sous l'appellation Budget Participatif a connu, depuis son émergence à Porto Alégré au Brésil, une expansion rapide à travers le monde entier avec des fortunes diverses alliant contextualisation, adaptation, recadrage, questionnements, réplique et autres. Le budget participatif comme outil stratégique de planification concertée a alimenté le discours et les pratiques des appareils municipaux et soutenu différentes unités de gouvernance des pouvoirs locaux.
- D'un autre côté, il apparaît aussi que le budget participatif sert de plus en plus de référence aux pôles de décision et aux organes d'exécution des pouvoirs publics aussi bien dans les pays du Sud que dans les pays du Nord. Il s'offre comme un instrument décisif de la gouvernance participative et apparaît, sous plusieurs angles, comme un moteur de la participation citoyenne à la gestion des affaires publiques. Le budget participatif a, maints endroits du monde, aidé à la pacification de l'espace public même dans les pays qui ont eu, à un certain moment à vivre des impasses institutionnelles ou ruptures démocratiques liées à des conflits ou situations de mal gouvernance ayant abouti à de graves conflits sociaux. De ce point de vue, le budget participatif est même devenu un mode d'action de la science politique universelle et un levier de mobilisation sociale pour certains acteurs de la communauté des pratiques du développement local incluant aussi bien les chercheurs que les praticiens.
- Du côté des segments significatifs de la société civile, le budget participatif est un outil de communication sociale qui a une grande capacité de réconcilier les intérêts et les agendas des habitants avec les pouvoirs publics, les instances de décision localisées et les pouvoirs périphériques traditionnels. Il est un mécanisme de dévolution du pouvoir au profit des habitants et les citoyens.
- Dans le monde, plus de 2778 municipalités ont mis en place le budget participatif comme outil de planification à travers lequel les habitants décident de l'affectation des ressources publiques ou alors sont associés aux décisions relatives à leur affectation. Par ce biais, les habitants peuvent exercer des fonctions de contrôle et de suivi. En Afrique, le processus d'adoption et d'appropriation du budget participatif va s'intensifier à la faveur du sommet AFRICITES III et les statistiques de juillet 2013 disposent que plus de 212 communes africaines (soit environ 1/10 à l'échelle mondiale) ont adopté le budget participatif.
- La deuxième conférence internationale sur le thème de la participation citoyenne à la planification, budgétisation et gestion des affaires locales et régionales en Afrique tenue à Tunis (Tunisie) du 04 au 06 Décembre 2013 fut une rencontre décisive pour visiter finement l'actualité du budget participatif en Afrique et dans le monde afin de faire le point sur ce qui a été fait jusqu'à date dans une perspective de capitalisation et d'auto évaluation de la communauté des pratiques du budget participatif. Il fut question, lors des échanges et concertations, de mettre en ligne les acquis et de questionner les défis y relatifs tout en pointant les pratiques émergentes et les cas de succès qui mériteraient d'être l'objet d'un processus de réplique à grande échelle.
- Le marketing politique et social du budget participatif ne fut pas en reste. Il en est de même pour une intégration plus structurée des aspects genre et égalité des sexes, la localisation des OMD au niveau local, l'appropriation des Objectifs de Développement Durables (ODD) et la lutte contre la pauvreté.
- La deuxième conférence internationale de l'Afrique a permis de débattre des questions majeures suivantes :

- Démocratie participative dans le monde et en Afrique : Enjeu régional et perspective local ;
- Panorama mondial de la participation citoyenne à la budgétisation et gestion des affaires locales et régionales : perspectives de changements d'échelle et institutionnalisation des processus participatifs dans les politiques publiques en Afrique ;
- La participation citoyenne à la budgétisation et à la gestion des affaires locales et régionales, catalyseur de gestion partagée et du contrôle citoyen de l'action publique ;
- La dimension financière et fiscale de la démocratie participative.

Les thématiques susmentionnées ont également été approfondies à travers des ateliers portant sur les enjeux de la communication et des TIC dans le cadre de la planification locale, les changements d'échelle en ce qui a trait à l'institutionnalisation des processus de budget participatif et sur les enjeux de l'inclusion dans la participation citoyenne.

Il fut question aussi de se pencher sur les autres thématiques suivantes :

- De la participation citoyenne dans les processus de transformation sociale ;
- De la gestion partagée des affaires locales et régionales ;
- Du contrôle citoyen du budget dans la perspective d'une maîtrise de l'action publique ;
- Des plans de développement municipaux comme outils de gestion participative ;
- Des espaces de socialisation des habitants/citoyens comme creusets de prestation des services municipaux et d'expression et de contrôle de l'action publique ;
- De la sociologie des acteurs dans le système de transfert et de péréquations fiscales ;
- De la culture fiscale et de l'impact de la fiscalité sur le développement territorial ;

- Des incidences du partenariat public/privé sur les politiques sociales des collectivités ;
- De l'apport de la coopération décentralisée, de la diaspora et de la coopération internationale dans les économies solidaires et sociales.
- Révision des constats en Afrique et dans les pays du Sud



Coordinateur Exécutif d'Enda ECOPOP, Point Focal OIDP Afrique, présentant panorama de la démocratie participative pour le continent

La démocratie participative : de la sociologie des acteurs aux modes opératoires d'interaction.

- Le budget participatif est un moteur du renouveau institutionnel et confère à la décentralisation une lisibilité institutionnelle et une acceptabilité sociale.
- Le processus du BP est en soi un cadre idéal pour se pencher sur les questions qui inquiètent les pouvoirs publics et locaux partant des aspirations des habitants/citoyens dans une fracture de communication participative.
- Le processus BP a démontré, à maints égards, que les habitants/citoyens ont, quel que soit leur niveau de connaissances, la capacité de donner leurs points de vue sur les choix et l'expérimentation sociale des politiques publiques en s'inspirant de leurs besoins essentiels et enjeux stratégiques.

- Le processus BP ramène en surface les fractures sociales et les solutions pour corriger les disparités dans le registre de l'accès aux services sociaux de base.
- Le processus BP a permis, en plusieurs endroits en Afrique et dans les autres pays du Sud, de conférer à la fiscalité locale une obligation citoyenne.
- Le rôle des citoyens ne se campe plus d'élire des élus et autres représentations, mais d'avoir accès à l'information stratégique qui les concernent directement et s'en servir pour apprécier les politiques publiques et locales portant à établir la justice sociale.
- Les aspects genre et égalité des sexes, la lutte contre la pauvreté et la localisation des OMD constituent à bien des égards des paradigmes qu'il va falloir intégrer davantage dans les processus BP.
- La société civile a joué un rôle important dans l'expansion des processus BP et le plus souvent en collaboration avec les états dans une dynamique de complémentarité fonctionnelle.
- Le portage de la réplication est une donnée fondamentale qu'il sied de porter une importance particulière notamment en ses aspects de leadership, d'acceptabilité et de visibilité institutionnelle et organisationnelle.
- La définition des politiques publiques n'est plus seulement du ressort de « la société des experts » mais elle doit résulter d'une capacité d'une fine écoute des discours et des pratiques et une prise en compte des besoins des citoyens/habitants et communautés de base.
- Le processus BP est un terreau fertile de partenariat entre la société civile, l'Etat, les collectivités et les partenaires techniques et financiers.
- Les collectivités locales riveraines des mines et autres industries extractives ne tirent pas suffisamment de profits des activités qui les environnent.
- Les investissements en infrastructures par l'Etat entraînent une valeur ajoutée sur les propriétés privées et représentent une niche de taxation à l'instar de ce qui se passe en Inde et en Amérique Latine.

Des perspectives de changement d'échelle et de l'institutionnalisation des processus participatifs dans les politiques publiques en Afrique.

- Le BP est un levier de participation communautaire et de changements sociaux, à ce titre, il promeut des règles d'apprentissage de la démocratie locale.
- Les échelles de réplication du BP doivent être clairement cernées aux fins de qui l'encombrent.
- Les échelles de réplication ne se limitent plus seulement aux états, régions, départements, mais doivent embrasser aujourd'hui les grands ensembles géographiques.
- Les impacts des processus BP sur l'amélioration des conditions de vie des habitants ne sont pas suffisamment évalués et documentés.



Allocution Secrétaire Général de Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLUA)



*L'Excellence dans la promotion du Budget Participatif en Afrique primé
Remise décoration au Ministre de la Décentralisation de Madagascar*

Du BP comme catalyseur de gestion partagé et du contrôle citoyen de l'action publique.

- Le processus BP est un outil servant de plateformes de partenariat entre les collectivités locales et les acteurs de la société civile et le monde entrepreneurial dans la gestion des affaires locales.
- La redevabilité et la subsidiarité sont devenues des concepts directeurs de la démocratie et de la participation citoyenne.
- Les citoyens contrôlent l'action publique grâce aux connaissances et aux informations acquises et suivent avec attention l'expérimentation sociale des politiques territoriales et publiques.
- La gestion partagée des affaires de la cité est devenue une pierre angulaire de la gouvernance participative.
- La gestion des affaires de la cité n'est plus du ressort des élites mais de l'ensemble des composantes des communautés, incluant plusieurs groupes sociaux spécifiques.
- Les informations et les connaissances acquises construisent des positions sociales, organisent des points de vue, définissent des comportements et portent des alliances stratégiques à l'échelle des

champs sociaux et des groupements politiques

De l'apport de la coopération décentralisée, de la diaspora et de la coopération internationale et les économies sociales et solidaires.

- La diaspora africaine participe substantiellement aux économies domestiques et à la création de richesses et cette donne élargit parfois les capacités de survie des couches les plus démunies par rapport aux autres composantes de la communauté.
- La diaspora africaine se sert des affinités in situ pour développer des relations de partenariat, d'aide et d'échanges avec les pays d'origine.
- La relation sociale entre les acteurs de la diaspora et leurs pays d'origine ont parfois donné lieu à des soutiens d'ordre financier et aussi à l'édification de certains services de base qui sont décisifs pour le bien être des habitants/citoyens. (adduction d'eau potable, structures de santé, mis à disposition des médicaments et autres).
- Les associations communautaires de base s'investissent de plus en plus dans la promotion de l'économie sociale et

Au titre des recommandations

solidaire et articulation avec les institutions et structures formelles étatiques mais peinent sur le terrain, faute d'encadrement.

- La coopération décentralisée est un potentiel qui n'est pas orientée sur le devenir et les besoins des habitants.
- Appuyer l'institutionnalisation de l'approche de budgétisation participative en accentuant la communication politique et sociale et en l'inscrivant dans les textes qui organisent la décentralisation et le processus de budgétisation des politiques publiques.
- Intégrer de façon plus structurée les aspects genre et égalité des sexes, la lutte contre la pauvreté et la localisation des OMD dans l'adressage des outils du Budget Participatif.
- Encourager la mise en place et la consolidation d'observatoires de la démocratie participative aux différentes échelles du communautaire, local, national aux fins de mieux accompagner et évaluer l'impact des pratiques de Budget Participatif sur la vie des populations.
- Mettre en place des plans de renforcement des capacités/pays/région impliquant les pouvoirs publics, la société civile, les élus locaux, les institutions académiques et les partenaires techniques et financiers.
- Promouvoir la traduction des manuels

de formation en Arabe au regard de la massivité de la demande présentement notée.

- S'appuyer sur les grands ensembles géographiques pour la réplique de l'approche de budgétisation participative (UA, CEDEAO, Ligue Arabe, Commonwealth, CEMAC, SADEC et autres).
- Encourager la mise en place de communautés de pratique et réseaux des villes ayant adopté les processus Budget Participatif, aux différentes échelles du national au régional niveau nationaux et régionaux sur la base d'un système dynamique de transfert et d'échanges sur les outils.
- Capitaliser et valoriser les idées innovantes concernant les collectivités locales riveraines des mines et autres industries extractives comme la mise en place de fondations dans un souci de pérennisation des redevances.
- La coopération décentralisée doit être rehaussée et s'élargir à des normes de coopération projet/programme, s'appuyant sur les besoins essentiels des populations et communautés de base telles que mis en exergue par l'approche du BP.
- Capitaliser les bonnes pratiques et les diffuser dans plusieurs langues usitées en Afrique
- Intégrer les acquis de la conférence de Tunis dans la préparation d'Africités 2015.

A ces recommandations est annexée une feuille de route en perspective des Africités 2015



Lecture déclaration finale de Tunis par Coordinateur Programme d'Appui à la Décentralisation en Afrique

Album de photos

2ème Conférence Internationale sur la Participation Citoyenne à la planification, budgétisation et gestion des affaires locales et régionales, Palais de Congrès de Tunis, 4 - 6 Décembre 2013







